

ÉTUDES DE L'OFB

L'ANALYSE DU MONDE ÉMERGENT



L'Organisation des États Turciques : un acteur régional en devenir ?

Ethan ZELKO-YILMAZ

MARS 2026 - N°2



Observatoire
Français des
BRICS

L'Observatoire français des BRICS (OFB) est un think tank français ayant pour objet de proposer un espace de réflexion sur les grands pays émergents. Créé en 2024, l'OFB s'est donné pour mission d'éclairer le débat stratégique français et international sur la restructuration des relations internationales contemporaines.

Comment citer cette publication :

Ethan ZELKO-YILMAZ, « *L'Organisation des États Turciques : un acteur régional en devenir ?* », n°2, OFB, mars 2026.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Couverture : Heads of State and Government participating in 12th Summit of OTS Council of Heads of State in Gabala / Banque de photos du President of the Republic of Azerbaijan Ilham Aliyev / photo libre de droit.

© Tous droits réservés, OFB, 2026

OFB

E-mail : contact@obsfrbrics.org

Site internet :

<https://www.obsfrbrics.org/en/homepage/>

Auteur

Ethan ZELKO-YILMAZ est diplômé de l'ICES en Science Politique et en Histoire. Il est masterant en Histoire et Philologie à l'École Pratique des Hautes Études (EPHE – PSL) sur la perception des Mongols par les populations du Moyen-Orient au XIIIe siècle. Ses recherches s'inscrivent plus largement sur les relations entre le Levant et l'Asie centrale, tant dans le passé que dans leurs prolongements contemporains.

Comité de rédaction

David Teurtrie

Igor Delanoë

Clément Therme

Résumé

Née du rapprochement des États turcophones après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Organisation des États turciques (OET) s'inscrit dans la volonté de la Turquie de structurer un espace régional fondé sur des affinités linguistiques, culturelles et historiques communes. Située à la croisée des influences russe, chinoise et occidentale, elle reflète à la fois les ambitions d'Ankara et la stratégie des républiques d'Asie centrale visant à diversifier leurs partenariats internationaux.

L'article analyse la relance du panturquisme et l'institutionnalisation progressive de la coopération turcique depuis les années 1990, en mettant en évidence le rôle du soft power turc et des instruments de coopération économique et culturelle. Il souligne toutefois les limites du projet, liées aux divergences d'intérêts entre États membres et à la concurrence des puissances régionales, notamment la Russie et la Chine, qui conservent une influence déterminante en Asie centrale.

Dans un contexte international marqué par la recomposition géopolitique et la montée des organisations non occidentales, l'OET apparaît moins comme une structure d'intégration que comme un cadre flexible de coordination régionale. Son évolution interroge ainsi la place croissante des solidarités civilisationnelles dans un ordre international en transition.

Sommaire

INTRODUCTION	6
I. LE PANTURQUISME RELANCÉ	7
II. L'INSTITUTIONALISATION DES AMBITIONS TURQUES	9
III. DIVISIONS ET RIVALITÉS RÉGIONALES	14
IV. UNE ORGANISATION POST-OCCIDENTALE ?	17
CONCLUSION	21

Introduction

Créée dans le sillage des alliances régionales apparues en ce début du XXI^e siècle, l'Organisation des États Turciques (OET) s'est affirmée comme un acteur singulier, à la croisée des influences russe, chinoise et occidentale. L'OET est portée à la fois par les ambitions stratégiques de la Turquie, qui en fait une vitrine identitaire, et par le réveil régional des républiques turcophones.

Cependant, bien qu'animée par une volonté d'affirmation civilisationnelle et de consolidation d'un espace turcophone transnational, le projet se heurte aux contraintes imposées par les dynamiques géopolitiques régionales. La dépendance énergétique et sécuritaire de certains de ses membres vis-à-vis de la Russie, les ambitions concurrentes de la Chine en Asie centrale, ainsi que les pressions exercées par les puissances occidentales limitent sa marge de manœuvre.

Manifestement, l'OET se trouve placée dans une position ambivalente : porteuse d'un idéal d'unité culturelle et politique, elle demeure contrainte d'adapter son agenda aux dynamiques induites par les organisations plus puissantes telles que l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) ou les BRICS.

Le panturquisme relancé

Le panturquisme est une idéologie politique et culturelle qui vise à unifier les peuples turciques autour d'une identité commune, basée sur la langue, l'histoire et la culture partagées. Inspiré de mouvements similaires en Europe (pangermanisme, panslavisme), le panturquisme est né en réaction au réveil des nationalités dans un empire ottoman en déclin. Néanmoins, il n'a eu que peu d'influence au XX^e siècle dans la mesure où la Turquie était le seul État turcophone indépendant, tandis que la grande majorité des peuples turciques faisaient partie de l'Union soviétique. L'explosion du système soviétique, qui entraîne l'émergence de nouveaux États turcophones en Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Turkménistan) et dans le Caucase (Azerbaïdjan), permet un renouveau des idées panturquistes. C'est au tournant des années 1990 que la Turquie, sous la présidence de Turgut Özal (1989-1993), saisit cette opportunité pour mettre en avant une ambition panturque clairement formulée. L'idée est alors pour la Turquie de s'ériger en champion de la turcité moderne non pas avec la prétention d'une prééminence sur les autres peuples turciques, mais davantage dans l'idée de proposer un modèle de développement socio-économique et de construction nationale pour ces nations émergentes de l'ex-URSS².

¹ La famille des langues turciques, traditionnellement rattachée au l'ensemble plus large des langues altaïques, englobe un ensemble de langues apparentées, dont le turc n'est qu'une composante, et qui sont parlées sur un vaste territoire s'étendant de l'Anatolie à l'Asie centrale, jusqu'à la Sibérie et la région occidentale de la Chine.

² Gallina M. Yemelianova, *Turkism in Eurasia, Identity, Ideology and Politics*, Bloomsbury Publishing, Londres, 2025.

La fin de l'URSS constitue en effet pour Ankara une opportunité stratégique inédite : celle de réactiver des relations historiques, linguistiques et culturelles longtemps mises en sommeil, et, plus encore, de construire des partenariats économiques et géostratégiques durables avec ces nouveaux acteurs. Turgut Özal engage dès lors une diplomatie active de rapprochement avec ces républiques, fondée sur l'idée d'une solidarité turcique. Le premier sommet des États turciques fut organisé à son initiative à Ankara en 1992, et marqua le point de départ d'un dialogue institutionnalisé entre ces nations³.

Inscrit dans une dynamique multilatérale en expansion, ce processus aboutit, près de deux décennies plus tard, à la signature de l'accord de Nakhitchevan le 3 octobre 2009. Ce texte fondateur, signé par la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Kirghizstan, officialise la création du Conseil de coopération des États turcophones, plus connu sous le nom de Conseil turcique, prémisse de l'actuelle Organisation des États Turciques (OET). L'ambition turque se trouve institutionnalisée dans un cadre régional, structuré autour de l'affirmation d'une identité commune⁴.

³ Zhumatay Gabit et A. Yskak et Ya. Sari, *Key discourses of Turkish Eurasianism*, Gumilyov Journal of History, Vol. 150, No. 1, 2025, pp. 46-67. <https://doi.org/10.32523/3080-129X-2025-150-1>

⁴ Michaël Lavystone, *Asie centrale : le réveil*, Armand Colin, Paris, 2024.

L'institutionnalisation des ambitions turques

Si l'effondrement de l'Union soviétique a profondément redessiné les équilibres régionaux, elle laisse derrière elle un vide stratégique en Asie centrale que plusieurs puissances ont tenté d'investir. Dans ce contexte, la Turquie, forte de son ancrage atlantiste, a été perçue comme un acteur clé dans le processus d'intégration des nouvelles républiques turcophones à la communauté internationale. Elle en a tiré un double avantage : celui de consolider sa stature régionale tout en diffusant un paradigme politique et économique fondé sur le développement, la laïcité et le libéralisme économique⁵.

Pour les États-Unis, cette dynamique répondait à des préoccupations géostratégiques classiques : il s'agissait d'éviter que ces jeunes États ne tombent sous l'influence d'acteurs perçus comme rivaux - la Russie, la Chine ou l'Iran -, tout en érigeant un rempart contre la propagation de l'islam radical et l'expansion de l'influence iranienne. De ce fait, la Turquie fut envisagée comme un exemple politiquement acceptable d'islam modéré et encadré par les institutions, articulant une identité musulmane avec un cadre étatique laïque. Elle offre ainsi une référence potentielle pour les jeunes républiques turcophones issues de l'espace post-soviétique. Dans cette logique, le « modèle turc » apparaissait comme une solution idéale, conciliant proximité culturelle avec les républiques d'Asie centrale et alignement sur les intérêts occidentaux.

⁵ Mustafa Aydın, *Foucault's Pendulum: Turkey in Central Asia and the Caucasus*, Turkish Studies, No.2 (5), pp. 1-22, 2004.

L'originalité de l'OET - comparativement à d'autres structures régionales - tient à sa volonté affichée de privilégier des logiques identitaires et culturelles, reléguant les considérations économiques à un rôle secondaire, du moins dans le discours officiel. Elle se distingue par une forte dimension identitaire en revendiquant une mémoire historique et culturelle commune, ce qui incite ses promoteurs à mettre en avant son unicité : le secrétaire général de l'OET Kubanychbek Omuraliev affirme qu'il s'agit de « la seule organisation basée sur de tels fondements »⁶.

L'OET compte aujourd'hui six membres à part entière : la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et, depuis 2022, le Turkménistan, qui a mis fin à sa posture d'observateur pour rejoindre pleinement l'organisation.

À ces membres de plein droit s'ajoutent deux États observateurs : la Hongrie⁷, dont l'engagement reflète une stratégie de diplomatie identitaire et un intérêt croissant pour l'Asie centrale, également la République turque de Chypre du Nord (RTCN), reconnue uniquement par la Turquie, mais dont la participation marque un signal politique fort. L'organisation regroupe désormais tous les États turciques indépendants, ce qui exclut en principe tout élargissement dans un avenir proche.

⁶ Discours du Secrétaire général de l'OET lors du Forum diplomatique d'Antalya en avril 2025 dans le quotidien turc Yeni Şafak. <https://www.yenisafak.com/fr/actualites/lorganisation-des-etats-turciques-met-en-lumiere-le-rolecroissant-de-la-turkiye-en-syrie-42001>

⁷ L'ancien Premier ministre kirghiz Dجومart Otorbaev rappelait récemment que l'intégration de la Hongrie en tant que membre observateur de l'OET en 2018 avait surpris de nombreux analystes. Cette décision trouve pourtant un écho dans une perception identitaire partagée par certains Hongrois, qui se reconnaissent comme appartenant à la grande famille turcique, en s'appuyant notamment sur une lecture historique reliant l'arrivée d'Attila en Europe depuis les steppes au Ve siècle. Ce récit civilisationnel, rétrospectivement mobilisé, s'inscrit dans la politique de Viktor Orbán, laquelle assume un narratif turcique affirmé dans le cadre de sa stratégie internationale. <https://www.turkicstates.org/en/news/informal-summit-of-the-heads-of-state-of-the-organization-of-turkic-states-ots-to-be-held-in-budapest-hungary>

Lors de sa fondation en 2009 sous le nom de « Conseil turcique », l'organisation est associée à l'idée de renaissance de l'unité turcique. Les discours officiels sont empreints d'optimisme, évoquant un « espace turcique » destiné à devenir un acteur régional à part entière. Les premiers sommets sont largement médiatisés et ponctués d'annonces ambitieuses : création de mécanismes de coopération (Almaty, Kazakhstan - 2010), soutien à l'enseignement et à la diffusion des langues turciques (Bichkek, Kirghizistan - 2012), projets d'infrastructures de transports régionales (Gabala, Azerbaïdjan - 2013), discussions sur la sécurité (Bodrum, Turquie - 2014).

Au cours de cette phase initiale, la Turquie joue un rôle moteur, investissant diplomatiquement et économiquement pour faire de l'organisation une vitrine de sa politique d'influence en Asie centrale et dans le Caucase. Ankara met en avant la fraternité turcique comme vecteur de rapprochement, tout en affirmant sa capacité à fédérer autour d'elle des pays historiquement proches mais souvent isolés les uns des autres. La rhétorique d'un « monde turcique uni » séduit dans un premier temps, d'autant plus qu'elle s'appuie sur une coopération perçue comme horizontale, échappant aux logiques néocoloniales ou aux pressions géopolitiques classiques⁸.

Cette ambition se manifeste notamment à travers la mise en avant de l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA), que l'on peut présenter comme l'instrument financier de la politique d'influence turque. Créée à la suite de l'effondrement de l'URSS, elle visait initialement à soutenir ce même narratif turcique. Sur le site officiel de la TİKA, on relève par exemple l'affirmation selon laquelle « la Turquie et les pays d'Asie centrale se considèrent comme une nation comportant différents pays »⁹.

⁸ Magomed Beltouev, *Permanences et résurgences du panturquisme en Asie centrale*, La Revue Regard sur l'est - Asie centrale, 2024. <https://regard-est.com/permanences-et-resurgences-du-panturquisme-en-asie-centrale>

⁹ « as one nation containing different countries, and our foreign politics displayed a multilateral and proactive understanding in the region », <https://tika.gov.tr/en/institutional/about-us/>

L'action de la TİKA en Asie centrale permet de saisir les priorités stratégiques et l'engagement accru de la Turquie dans cette région. Créée en janvier 1992 sous l'égide du ministère turc des Affaires étrangères, elle a pour ambition de répondre aux besoins de développement de la région. De 1992 à 2003, l'Asie centrale a concentré à elle seule 86,5 % du budget de l'aide publique au développement alloué par le gouvernement turc, confirmant l'orientation prioritaire de l'action de la TİKA. Cette dernière ne se limite pas à l'aide au développement économique, elle contribue également à la mise en valeur du patrimoine permettant de renforcer les idées de solidarités culturelles panturciques. C'est le cas de la restauration du mausolée de Ahmed Yesevi¹¹ au Kazakhstan, un monument qui occupe une place très importante dans l'histoire de la culture turco-islamique. Sa restauration a été achevée au terme d'un processus de travail de huit ans, avec un budget d'environ 17 millions de dollars.

Durant la période 2003–2013, deux dynamiques majeures se dégagent dans l'action de la TİKA en Asie centrale et dans le Caucase. La première est la primauté nette du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan dans la répartition des projets¹². Déjà en tête sur la période 1992–2003 avec près de 65 % des projets, ces deux pays maintiennent leur position dominante en accaparant 68 % des initiatives sur la décennie suivante. Cette constante s'explique par des facteurs distincts mais convergents : les liens ethnoculturels étroits entre la Turquie et l'Azerbaïdjan d'une part, et le rôle stratégique du Kazakhstan dans l'approvisionnement énergétique régional d'autre part. Ce poids relatif s'accompagne d'une augmentation significative des budgets alloués, traduisant un engagement structurel.

¹¹ Pinar İpek, *Ideas and Change in Foreign Policy Instruments: Soft Power and the Case of the Turkish International Cooperation and Development Agency*, Foreign Policy Analysis, No. 2 (11), 2015.

¹² Rapport annuel de la TİKA, année 2004. https://tika.gov.tr/wp-content/uploads/2017/YAYINLAR/Faaliyet%20Raporlari/2004/2004%20TIKA_Faaliyet.pdf

À l'inverse, l'Ouzbékistan et le Turkménistan demeurent relativement en marge. Leur part cumulée ne dépasse pas 15 % entre 1992 et 2003, et ne progresse que faiblement à 18 % sur la période suivante, du fait notamment de l'isolationnisme politique du régime turkmène et des restrictions ouzbèkes sur les ONG étrangères . ¹³

Parallèlement, deux nouvelles tendances marquent une évolution notable dans les priorités stratégiques de la coopération turque en Asie centrale.

Premièrement, l'aide humanitaire devient un levier d'influence politique ciblé. Entre 2005 et 2013 des crises spécifiques justifient des interventions ponctuelles mais significatives : aide alimentaire au Turkménistan en 2005 (3,2 M\$), soutien au Kirghizistan en 2010 suite aux violences interethniques (15 M\$), ou encore appui à l'Azerbaïdjan après les tensions au Haut-Karabakh en 2013.¹⁴

Deuxièmement, on observe un basculement progressif d'une diplomatie fondée sur l'identité culturelle vers un pragmatisme économique assumé. Alors que 70 % des projets de 2003 à 2007 concernaient l'enseignement turcophone ou la restauration patrimoniale, la période post-2008 voit un essor des infrastructures critiques — à l'image de l'hôpital d'Astana financé à hauteur de 12 millions de dollars en 2009. La part des projets à vocation économique passe de 18 % à 42 % du budget global¹⁵

Le Kazakhstan incarne pleinement cette réorientation, cumulant à lui seul une majorité de projets entre 2008 et 2011. L'accent est placé sur des domaines structurants : 45 % des projets relèvent de l'éducation et de la formation, 30 % concernent les infrastructures sanitaires et de transport, tandis que 25 % participent à la préservation du patrimoine culturel¹⁶

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Rapport annuel de la TİKA*, année 2014. https://tika.gov.tr/wp-content/uploads/2016/INGILIZCE%20SITE%20ESERLER/FAAL%C4%B0YET%20RAPORLAR/1/PDFLER/FR2014_ENG.pdf

¹⁵ Azimzhan Khitakhunov, *Trade between Turkey and Central Asia*, Eurasian Research Institute, février 2021. <https://www.eurasian-research.org/publication/trade-between-turkey-and-central-asia/>

¹⁶ Melikova Zumrud, *Economic Relations of Türkiye with the Turkic states of South Caucasus and Central Asia*, Eurasian Research Journal, No. 6(3), p. 55-73, 2024.

Divisions internes et rivalités régionales

Malgré un démarrage prometteur marqué par un élan de coopération et un optimisme affiché quant à la redéfinition des liens entre les pays turcophones, le Conseil turcique a connu, à partir de 2013, une phase de stagnation. Ce ralentissement s'explique par un faisceau de facteurs structurels et conjoncturels, au premier rang desquels figurent les divergences politiques entre les États membres, des priorités nationales souvent dissonantes, de même que des tensions régionales sous-jacentes.

Les ambitions communes affichées dans les premières années se sont heurtées à la réalité des intérêts étatiques, chacun des pays membres poursuivant ses propres objectifs de développement, de souveraineté ou d'influence. Le cas du Turkménistan illustre particulièrement bien ces limites : fidèle à sa doctrine de neutralité permanente, le pays a systématiquement adopté une posture distante, freinant de fait les dynamiques d'intégration et réduisant la portée potentielle de l'OET.

Par ailleurs, les relations bilatérales entre certains États membres ont, à plusieurs reprises, été émaillées de désaccords diplomatiques, rendant difficile la mise en œuvre de projets conjoints à l'échelle régionale. On pensera ici notamment à la difficulté d'Ankara à faire reconnaître la République turque de Chypre du Nord en qualité d'observateur de l'OET par les républiques centrasiatiques.

De fait, malgré sa volonté affichée d'apparaître comme un pôle d'attraction pour les pays d'Asie centrale, la Turquie n'a pas su pleinement répondre aux attentes économiques, sécuritaires et stratégiques de ses partenaires potentiels. Son incapacité à fournir des solutions concrètes et durables face aux besoins structurels de la région — combinée à une posture perçue parfois comme paternaliste — a nourri un certain ressentiment chez ses interlocuteurs centrasiatiques. Cette attitude, teintée d'un nationalisme culturel imprégné du kémalisme, s'est manifestée notamment par une tendance à projeter une « turcité » anatolienne normative, reléguant les autres identités turciques à des rôles subalternes ou secondaires. Une telle approche a, à terme, suscité méfiance et distance, incitant plusieurs États d'Asie centrale à diversifier leurs partenariats extérieurs, en renforçant leurs liens avec la Russie ou la Chine. C'est pourquoi, lors d'une réunion des chefs d'État turciques dès janvier 1992, le président kazakh Nursultan Nazarbayev s'adressait à Turgut Özal en déclarant : « **Monsieur le Président, nous venons tout juste de quitter l'Empire russe. Nous ne voulons pas entrer dans un autre empire maintenant** »¹⁷.

Ces revers - dus à la fois à des erreurs d'appréciation internes à la politique étrangère turque et à la concurrence géopolitique entre puissances régionales - ont limité l'influence effective d'Ankara dans la région. Tandis que la Russie continue de bénéficier d'une influence importante en partie héritée de la période soviétique, notamment via des réseaux institutionnels et linguistiques toujours actifs (élites administratives formées au MGIMO de Moscou, programmes Rossotroudnitchestvo) ; elle peut aussi compter sur l'existence d'infrastructures énergétiques la reliant aux républiques centre asiatiques comme levier d'influence (Caspian Pipeline Consortium). De plus, les États de la région appartiennent à plusieurs organisations régionales dominées par la Russie : l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), l'Union économique eurasiatique ou encore la Communauté des États Indépendants (CEI).

¹⁷ Dilip Hiro, *Inside Central Asia: A political and cultural history of Uzbekistan, Turkmenistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkey, and Iran*, New York/Londres, Overlook Duckworth, 2009, cit. p. 64.

La Chine, elle, impose sa puissance économique et ses capacités d'investissement massives comme levier d'influence déterminant comme le rappelle la visite officielle du président chinois Xi Jinping le 17 juin 2025 à Astana avec le développement du « New Eurasian partnership model » dont la perspective est de faire du Kazakhstan un connecteur clé entre la Chine, l'Asie centrale et au-delà vers l'Europe. Les données publiées par le Caspian Policy Center illustrent clairement ce déséquilibre entre la Turquie et les grandes puissances concurrentes : au Kirghizstan, la valeur des importations en provenance de Chine atteint environ 5 milliards de dollars en 2024, contre à peine 400 millions pour celles en provenance de Turquie¹⁸. Par conséquent, Ankara, malgré sa proximité culturelle martelée, peine à rivaliser avec ces deux puissances déjà bien établies¹⁹.

La coopération culturelle, qui constitue le fer de lance du projet d'intégration turcophone et un vecteur essentiel de soft power pour Ankara, illustre également ces tensions. Loin de se limiter à des échanges artistiques ou linguistiques, cette coopération vise en réalité à asseoir une influence politique plus subtile, mais stratégique. Néanmoins, les premières initiatives turques dans ce domaine ont été marquées par une forme de précipitation, voire d'arrogance. L'exemple de *TURKSOY*, l'Organisation culturelle turcophone, est révélateur à cet égard. En cherchant à imposer un alphabet commun fondé sur la variante turque de l'alphabet latin, cette initiative a été perçue dans certains pays comme une tentative d'uniformisation culturelle, occultant les réalités linguistiques et les héritages russophones profondément ancrés, notamment chez les élites et dans les administrations. Si ces efforts ont finalement porté leurs fruits dans certains cas, ils ont néanmoins été ralentis par des résistances locales, des préoccupations identitaires, ainsi que par les pressions extérieures, notamment de la part de la Russie, qui voit dans l'abandon du cyrillique un affaiblissement direct de sa sphère d'influence²⁰.

¹⁸ <https://caspianpolicy.org/research/infographics/kyrgyzstans-top-import-sources>

¹⁹ [Uzbekistan-China: Synergy of Potentials on the Path to New Opportunities](#)

²⁰ Yenokyan, A. V , *The importance of soft power in Türkiye's foreign policy in 2002—2022*, Vestnik RUDN, International Relations, No. 23 (4), pp. 609—619, 2023. <https://journals.rudn.ru/internationalrelations/article/view/37251/22930>

L'OET se heurte également à certaines ambiguïtés identitaires. Si son socle idéologique repose sur la notion de « *turcité* », conçue comme vecteur de solidarité culturelle et politique, celle-ci est largement instrumentalisée par Ankara. Pour la Turquie, il s'agit à la fois de réaffirmer son rôle de puissance-pivot en Eurasie et de se poser en « patrie-mère » des peuples turcophones, en intégrant la turcité dans une stratégie de soft power fondée sur la langue, la culture et la religion. Cette interprétation, toutefois, n'est pas pleinement partagée par les républiques d'Asie centrale, qui perçoivent l'OET comme un instrument leur permettant d'élargir leurs marges de manœuvre face aux influences russe et chinoise, tout en demeurant attentive à éviter toute hégémonie symbolique ou politique de la Turquie. Par conséquent, la turcité apparaît moins comme un ciment identitaire uniforme que comme une ressource discursive mobilisée de manière sélective, en fonction des priorités nationales et des équilibres géopolitiques.

Une organisation post-occidentale ?

Depuis 2021, le Conseil turcique connaît un regain d'activité, stimulé par des évolutions géopolitiques majeures. Lors du 8e sommet des pays membres du Conseil des États turcophones (CCTS) à Istanbul en 2021, il a été décidé de renommer le Conseil turcique en « Organisation des États turciques ». Le document final Vision du monde turc - 2040 a également été approuvé et adopté. Il s'agit d'un document stratégique « définissant la coopération future dans divers domaines d'intérêt commun dans le monde turc »²¹. À l'occasion de ce sommet, le Président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que « **Les pays turcs sont restés pendant des millénaires le centre de la culture et de la civilisation. Je suis convaincu que cela restera ainsi à l'avenir** »²².

²¹ Mehmet Sah Yilmaz, *Turkic Council's name changed to Organization of Turkic States*, Anadolu Agency, décembre 2021. <https://www.aa.com.tr/en/p/history>.

²² Тюркский совет переименовали в Организацию тюркских государств [Le Conseil turc renommé en Organisation des États turciques], TASS, novembre 2021,

En promulguant un décret autorisant les citoyens des pays turciques à résider et à travailler librement en Turquie le 9 octobre 2025, le président Recep Tayyip Erdoğan a renforcé la dimension panturque de sa politique extérieure en favorisant les flux migratoires entre la Turquie et les républiques d'Asie centrale. De fait, ce décret dépasse le cadre d'une simple réforme du marché du travail : il constitue un levier d'unification du monde turcique centré sur la Turquie²³.

Par ailleurs, la guerre en Ukraine, dont la Turquie a réussi à tirer parti pour accroître ses marges de manœuvre diplomatique entre l'Occident, la Russie et les acteurs eurasiatiques, a renforcé son rôle de puissance pivot dans un ordre régional en recomposition. Les sanctions occidentales visant la Russie, ont incité les États d'Asie centrale à réévaluer leurs dépendances stratégiques et à diversifier leurs partenariats internationaux. Dans ce contexte de recomposition géopolitique, l'OET suscite un intérêt croissant, apparaissant comme un vecteur potentiel de coopération régionale renforcée.

Parallèlement, l'Initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie (BRI) lancée en 2013, qui traverse en grande partie les territoires turcophones, ouvre des perspectives en matière d'intégration économique et de développement des infrastructures²⁴. Ainsi, l'OET se positionne comme un cadre favorable à la coordination des politiques régionales et à la consolidation d'une identité culturelle et politique turcique commune.

<https://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/12912505> « Тюркские страны на протяжении тысячелетий оставались центром культуры и цивилизации. Я уверен, что так будет и впредь, - считает Эрдоган ».

23 Amendement au règlement d'application de la loi n°2527 sur la liberté des étrangers d'origine turcique à exercer leurs professions et métiers librement en Turquie, et à être employés dans des institutions publiques ou privées. *Mehmet Sah Yilmaz, Turkic Council's name changed to Organization of Turkic States, Anadolu Agency, décembre 2021.* <https://www.aa.com.tr/en/p/history>.

24 Ethan Zelko-Yilmaz, *Hungary : A Bridge for Europe to Turkic Eurasia*, DRaS Europe, septembre 2025. <https://dras.in/hungary-a-bridge-for-europe-to-turkic-eurasia/>

L'Organisation des États turciques (OET) émerge parallèlement à la montée en puissance des BRICS et à l'enracinement de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Elle reflète la volonté croissante des puissances régionales d'Asie centrale et de leurs partenaires de reconfigurer leurs ancrages stratégiques au sein d'un ordre mondial en transition. Tandis que l'OET se structure autour d'une logique d'affinités culturelles et linguistiques turciques, visant à renforcer la solidarité identitaire et la coopération régionale sous l'impulsion d'Ankara, l'OCS et les BRICS incarnent des cadres plus larges de contestation de l'hégémonie occidentale et de promotion d'un multilatéralisme non occidental. L'OCS, dominée par la Chine et la Russie, offre aux États d'Asie centrale un espace de sécurité et de dialogue stratégique²⁵, tandis que les BRICS, en élargissant leur composition et leurs ambitions, proposent un modèle alternatif de gouvernance économique globale.

Dans ce paysage institutionnel fragmenté mais interconnecté, plusieurs États turciques, comme le Kazakhstan ou encore l'Ouzbékistan, optent pour une forme d'équilibrisme, cherchant à tirer profit de ces différentes plateformes sans s'aliéner aucune puissance majeure. Cette simultanéité d'engagements traduit une volonté pragmatique d'optimisation des leviers de coopération, mais elle souligne aussi les limites d'une véritable convergence idéologique entre ces organisations. Dès lors, l'insertion des États turciques dans ces trois cadres relève d'un jeu complexe de complémentarités tactiques et de concurrences stratégiques, où l'affirmation d'une autonomie régionale se conjugue à une interdépendance croissante avec les grandes puissances.

²⁵ David Teurtrie, *OCS : une organisation régionale post-occidentale*, Politique étrangère, Hiver No. 4, p. 53-64, 2023. <https://doi.org/10.3917/pe.234.0053>

La comparaison avec d'autres organisations régionales, telles que l'Union européenne (UE) ou l'ASEAN, confirme la singularité de l'OET. À la différence de l'UE, structurée par des institutions supranationales solides et des mécanismes de gouvernance intégrés, ou de l'ASEAN, qui privilégie le consensus et le non-interventionnisme, l'OET articule de manière originale des dimensions culturelles, linguistiques et politiques pour constituer un cadre de coopération distinct entre ses membres.

Conclusion

Le Conseil de coopération des Etats turcophones devenu Organisation des États Turciques (OET) illustre les défis et les opportunités liés à la construction d'une coopération régionale fondée sur des affinités culturelles et historiques. Après un démarrage en grandes pompes suivi d'une période de stagnation, l'OET semble aujourd'hui bénéficier d'un contexte géopolitique favorable à son renforcement. Mais la pérennité de cette dynamique dépendra de la capacité de la Turquie à s'adapter à l'affirmation grandissante des nouvelles nations d'Asie centrale afin de surmonter les divergences et définir une vision commune pour l'avenir de l'organisation.

L'évolution de cette organisation invite plus largement à interroger la place des solidarités civilisationnelles dans l'architecture internationale contemporaine. Dans un système marqué par l'affaiblissement relatif des institutions multilatérales universelles et par la montée de régionalismes, les organisations fondées sur des proximités linguistiques, culturelles ou historiques pourraient voir leur rôle s'accroître²⁶

Reste alors à déterminer si ces cadres ne constituent que des instruments souples de coordination entre États souverains, ou s'ils préfigurent de nouvelles formes d'intégration politique susceptibles de redéfinir les logiques de puissance et d'influence au XXI^e siècle. À cet égard, l'OET pourrait apparaître non seulement comme un acteur régional émergent, mais aussi comme un laboratoire révélateur des recompositions d'une gouvernance internationale de plus en plus post-occidentale.

²⁶ Raphaël T. Rodes, *The Emerging Role of the Organization of Turkic States : An Interpretative Examination of External Partnerships*, mémoire de master, Université de Leiden – Leiden University College la Haye, 2024.

L'association "Observatoire français des BRICS (OFB)" est un think tank français ayant pour objet de proposer un espace de réflexion sur les grands pays émergents. Depuis sa création en 2024, l'OFB s'est donné pour mission d'éclairer le débat stratégique français et international sur la restructuration des relations internationales contemporaines.

Il est possible d'adhérer à l'Observatoire afin de soutenir ses travaux et de participer à ses activités. Pour ce faire, veuillez remplir le formulaire de d'adhésion en scannant le QR code ou en cliquant sur le lien.



[Formulaire d'adhésion en ligne](#)

E-mail : contact@obsfrbrics.org

Site internet :

<https://www.obsfrbrics.org/en/homepage/>

